

Le budget

Au Manitoba, nous avons eu pendant huit ans un gouvernement néo-démocrate qui n'a jamais réduit la moindre dépense, mais qui a augmenté nos taxes et nos impôts. Nous n'en avons jamais eu d'aussi élevés. Nous avons vu le NPD à l'oeuvre au Manitoba, nous avons fait l'expérience de ses politiques et de ses principes; ça ne marche pas.

Mme Black: Le député d'en face dit que les conservateurs ont eu des choix difficiles à faire. J'en conviens, mais je me dois de mettre en doute la façon dont ils sont arrivés à leurs réponses. Il parle de réductions qui s'imposaient. Le budget prévoit également des augmentations. Le SCRS, par exemple, recevra 33 millions de dollars de plus, et une somme de 14 millions est affectée à la publicité sur la TPS, taxe dont personne ne veut dans notre pays. Il a été dit clairement que les gens considèrent cette taxe comme injuste.

• (1820)

Le programme de promotion de la femme a été réduit de 1,6 million de dollars. En comparaison des augmentations accordées au Service canadien du renseignement de sécurité, en comparaison de l'énorme budget publicitaire de la TPS, cette taxe régressive, 1,6 million, c'est une goutte d'eau.

Donc, les choix qu'on a faits, les réductions qui ont été opérées, manifestent un dessein délibéré. Je répète que ces réductions ont pour but de réduire au silence les voix qui défendent les femmes. Et celles qui défendent les autochtones. Et celles qui défendent les défavorisés. Mais j'ai une chose à dire au gouvernement. S'il s'imagine réussir, il se trompe. Les femmes sont en colère. Elles sont très en colère, et on ne les réduira pas au silence.

M. Jim Karpoff (Surrey-Nord): La députée a parlé des 19 députés conservateurs de la législature précédente qu'on appelait les 19 silencieux. Maintenant on les appelle les 12 invisibles. Ils ne sont nulle part. Ils ne sont pas là pour défendre les intérêts des habitants de la Colombie-Britannique contre la TPS, contre le libre-échange, contre les réductions de l'assurance-chômage, les réductions de VIA, et maintenant contre le budget.

Les conservateurs ne cessent de nous demander ce que nous ferions pour assurer l'équilibre budgétaire. Je voudrais avoir votre avis sur un unique projet de loi qui a été présenté récemment. Le cadeau fiscal accordé aux riches par le biais des REER a été augmenté de 400 millions de dollars par année au profit des gens qui gagnent plus de 86 000 \$ par année. Le gouvernement accorde à ses copains les riches de nouvelles concessions fiscales. L'an

prochain, les cotisations aux seuls REER vont coûter plus de 11 milliards de dollars au pays. Qui en profite? Les gens qui gagnent plus de 50 000 \$ par année.

Les députés d'en face peuvent bien parler tant qu'ils voudront. Ils peuvent bien marmonner et grogner. En réalité, si vous vouliez équilibrer ce budget, il y aurait eu bien des façons de le faire. Arrêtez d'accorder des allègements fiscaux à vos amis riches et aux grandes sociétés et arrêtez de vous en prendre aux pauvres et aux femmes.

Je voudrais que vous fassiez quelques remarques sur ce dernier programme. Si vous étiez du côté du gouvernement, annonceriez-vous que vous allez sabrer dans les programmes pour les femmes tout en accordant un allègement fiscal aux personnes qui gagnent plus de 86 000 \$ par année, ce qui coûtera 400 millions de dollars de plus par année au gouvernement?

Mme Black: Mon collègue de Surrey a fait une remarque très pertinente. Il est vraiment difficile de comprendre la logique des ministériels. Ils annoncent que les programmes pour les femmes seront considérablement réduits et que les autochtones ne recevront plus de fonds pour les journaux et les communications, et en même temps ils augmentent les déductions d'impôt pour les riches de notre pays. C'est absurde et injuste.

M. Ross Belsher (Fraser Valley-Est): Monsieur le Président, c'est un plaisir pour moi de participer à ce débat sur le budget.

Ce débat porte sur des choix, sur des décisions, sur un engagement et sur la présence d'esprit qui permet de regarder en face les dures réalités auxquelles nous sommes confrontés. Nous avons le choix de regarder nos responsabilités en face ou de regarder dans l'autre direction. Pendant trop longtemps, nos gouvernements ont eu pour politique de regarder dans l'autre direction. Cette solution n'était pas viable autrefois et elle ne l'est certainement pas maintenant. La minute de vérité est arrivée et nous devons faire face à la situation d'une façon ferme et résolue. Nous devons puiser en nous-mêmes et rassembler toutes nos ressources pour faire face au monstre formidable et dangereux qui menace tous nos mouvements. Ce monstre, c'est la dette nationale.

Chaque jour où nous ne faisons rien pour réduire la dette est un jour où la dette se renforce et où notre pays s'affaiblit. C'est un fait indéniable que la lutte contre la dette est un jeu à somme nulle. On l'a laissée grossir trop longtemps. Elle est devenue une force puissante dont il faut tenir compte. Nous savons tous que sa croissance est due à l'adhésion à des politiques financières discutables qui nous ont mis sur la voie de la destruction.